

---

## Identification et catégorisation : les élites catholiques du Puy-de-Dôme au XIX<sup>e</sup> siècle

Aurélie Lonjon

---

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/siecles/2481>

ISSN : 2275-2129

**Éditeur**

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 juin 2004

Pagination : 91-110

ISBN : 2-84516-274-X

ISSN : 1266-6726

**Référence électronique**

Aurélie Lonjon, « Identification et catégorisation : les élites catholiques du Puy-de-Dôme au XIX<sup>e</sup> siècle », *Siècles* [En ligne], 19 | 2004, mis en ligne le 31 mars 2015, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/2481>

---

# IDENTIFICATION ET CATÉGORISATION : LES ÉLITES CATHOLIQUES DU PUY-DE-DÔME AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

Aborder le monde catholique et la religiosité en général pose un problème immédiat de méthode : comment par définition, un chercheur peut-il retrouver, éprouver un sentiment personnel, une croyance d'hommes et de femmes ayant vécu plus d'un siècle et demi auparavant ? L'ambition finale est de percer « l'homme religieux » ou *l'homo religiosus* dont parle Alphonse Dupront<sup>1</sup>. En revanche, cette problématique rejoint celle des historiens des mentalités qui, ne pouvant percer la profondeur d'un sentiment religieux ou remonter le temps, ont cherché à déceler toutes les ruptures, tous les signes d'une appartenance. Pourquoi ne pas reproduire cette approche pour le fait religieux ? Les sources à disposition y invitent ; encore faudrait-il préciser le type de sources utilisées, en dire les limites, expliquer quelles adaptations ont été nécessaires, quelles réévaluations se sont imposées d'elles-mêmes. Ce questionnement a été complexifié par l'ambivalence même du sujet. Il ne s'agit plus de traiter de la masse des fidèles comme lors du mémoire de maîtrise<sup>2</sup>, mais des élites. On entre ainsi dans les arcanes de l'histoire sociale. Qu'est-ce qu'une élite ? Max Weber

1. Alphonse DUPRONT, « La religion, anthropologie religieuse » dans Jacques LE GOFF et Pierre NORA (dir.), *Faire de l'histoire*, tome 2 « Nouvelles approches », Paris, Gallimard, 1974, p. 105.

2. Aurélie LONJON, *Les Catholiques et leur Église au temps de « l'esprit nouveau » (1890-1902). Étude du Puy-de-Dôme*, mémoire de maîtrise, Clermont-Ferrand, 2001.

3. Max WEBER, *Économie et société*, tome 1 « Les catégories de la sociologie », Plon, 1995, p. 378.

4. Dominique JULIA, « La religion », dans *Faire de l'histoire*, tome 2 « Nouvelles approches », p. 137.

5. Jean-Marie MAYEUR (dir.), *L'Histoire religieuse de la France au XIX<sup>e</sup> siècle. Problèmes et méthodes*, Paris, Beauchesne, 1975, p. 242.

propose la définition suivante : « Les personnes qui, de par leur situation économique, sont en mesure à titre de profession secondaire, de diriger et d'administrer effectivement de façon continue un groupement quelconque sans salaire [...], jouissant d'une estime sociale, peu importe sur quoi celle-ci repose »<sup>3</sup>.

Ce sujet peut donc être lu selon deux grilles de lecture : il dépend à la fois de l'histoire religieuse et de l'histoire sociale. C'est ainsi que Dominique Julia parle « d'un va-et-vient entre les phénomènes religieux et la position des individus à l'intérieur de la société »<sup>4</sup>. Il ne prend son sens et sa valeur que remis dans son contexte historique et géographique. Le cadre chronologique choisi devait couvrir un « long XIX<sup>e</sup> siècle », de la fin de la Révolution française jusqu'aux lois de Séparation des Églises et de l'État, voire jusqu'au début de la Grande Guerre. En réalité, les sources m'ont conduite à revoir ce cadre. L'espace choisi est personnellement connu, pour y avoir vécu, et a été étudié par un certain nombre de travaux très divers en histoire contemporaine. En revanche, le traitement d'un sujet d'histoire sociale et religieuse semblait assez inédit, surtout s'il est remis en perspective avec les grandes études régionales existantes.

Jean-Marie Mayeur invite à considérer les sources profanes comme aussi importantes que les sources sacrées<sup>5</sup>. Il s'agit donc de « débusquer des matériaux » mais également d'« apprivoiser » des sources diverses et parfois nouvelles. L'approche choisie se veut prosopographique et repose sur des sources dites « fondamentales » telles que la série des Dons et legs (40) et la série des Cultes (série V), à recouper avec des séries « secondaires » variées. De plus, ce corpus, s'il voulait être varié et pertinent, devait s'ancrer sur les archives des chefs-lieux d'arrondissement. Enfin, il semblait important de consulter les travaux déjà effectués : les mémoires de maîtrise, mais également les analyses de personnalités ayant vécu au XIX<sup>e</sup> siècle comme par exemple les notices et les études littéraires, historiques d'une personnalité telle que celle du baron Claude de Barante. La recherche devrait donc prendre la forme finale non pas d'un « catalogue », mais d'une prosopographie suffisamment riche pour couvrir l'ensemble de l'élite catholique et suffisamment détaillée pour apporter des

éclairages précis sur certaines personnalités ou familles du Puy-de-Dôme à travers le siècle.

Au cours de cette réflexion sur l'usage des sources en histoire, il s'agit de s'interroger sur les matériaux nécessaires à l'approche des élites catholiques du Puy-de-Dôme, à leur hiérarchisation et à leur recoupement. C'est finalement une méthode de recherche, mi-théorique mi-empirique, à inventer et à redessiner sans cesse.

### **Inventer une méthode pour une prosopographie empirique**

Pour aborder les « élites catholiques », l'enjeu est de distinguer les élites et, parmi elles, déterminer lesquelles sont catholiques. Les séries des Dons et Legs (4O) et des Cultes (série V) ont servi de fondements à la recherche.

#### ***Les dons et legs : une source fondamentale à appréhender et à dépasser. « Qui donne aux pauvres prête à Dieu »***

Au XIX<sup>e</sup> siècle, le riche se doit d'être généreux envers son entourage comme le rappelle Jean-Luc Marais dans l'*Histoire du don en France*<sup>6</sup>. Les dons apparaissent de façon détaillée dans la série 4O : à chaque libéralité sont associés nom et prénom du donateur, du bénéficiaire du don, montant, date du don et date d'autorisation de ce don. On peut lire par exemple dans 4O 3960 : don d'Amable Jacques Soubrany de Bénistant à la fabrique de Clerlande (500 francs), au séminaire de Clermont-Ferrand (1 000 francs), à la fabrique de Saint-Beauzire (600 francs), 1841.

Il existe un capital d'informations à collecter sur les bien-faiteurs possibles, sur la forme de la bienfaisance et sur ses bénéficiaires. Mais en pratique cette consultation pose de nombreux problèmes : tout d'abord, quels donateurs privilégier ? Quels dons retenir : seuls les plus importants ? Comment traiter alors les personnes qui lèguent moins mais à plusieurs reprises au cours de leur vie ? Quelle place accorder aux noms

6. Jean-Luc MARAIS, *Histoire du don en France de 1800 à 1939. Dons et legs charitables, pieux et philanthropiques*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 1999.

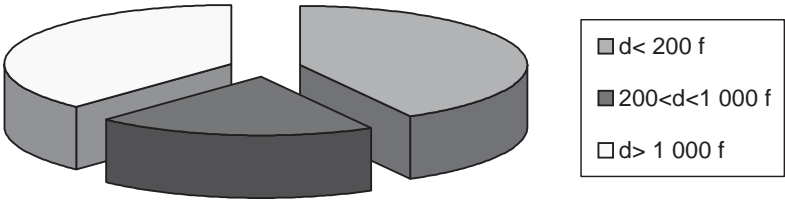
7. Arch. dép. du Puy-de-Dôme, 4 O 2751, 1849.  
 8. *Ibid.*, 4 O 7, 1868-1873.  
 9. J.-L. MARAIS, *Histoire du don [...]*, p. 280.

à particule qui évoquent une ancienne noblesse ou une aspiration à faire partie de celle-ci ? Dès lors quelle place accorder à la bourgeoisie montante de la fin de siècle ? Enfin, quelle est la place des femmes dans cette équation libéralités-charité, puis libéralités-bienfaisance ?

Le protocole de recherche initial a dû être sans cesse réévalué afin d'être le moins faillible possible. J'ai ainsi décidé de retenir les dons supérieurs à 200 francs, mais également de prendre en considération des dons moindres mais fréquents (le montant retenu était alors de 100 francs). Par exemple, Marie-Nathalie Andraud est référencée huit fois pour ses donations entre 1849 et 1863, s'élevant à plus de 15 000 francs et versés à des fabriques de Riom pour des fondations religieuses (messes, prédications) ou bien aux hospices de Riom (il s'agit là d'un bien immobilier d'une valeur de 15 132 francs)<sup>7</sup>. Au contraire, François-René Archon-Despérouses n'est référencé qu'une fois mais les bénéficiaires sont de nombreuses fabriques de l'archiprêtré de Riom ; le montant total de ses dons s'élève à 226 000 francs<sup>8</sup>. La liste obtenue comporte près de 250 références ce qui représente 150 donateurs, hommes et femmes confondus :

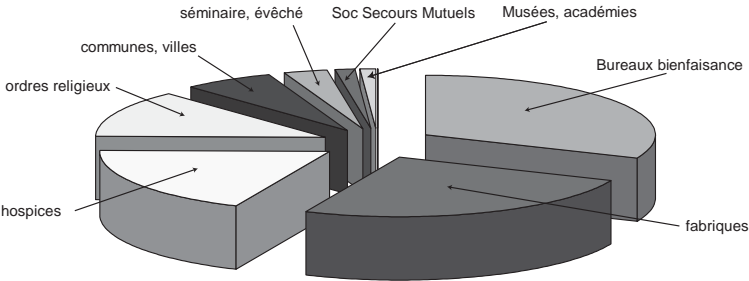
- 37,5 % font des legs répétés alors que la moyenne nationale serait de 20 % pour la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>9</sup>.
- 46 % des personnes *a priori* issues de la noblesse (nom à particule et titre) font un ou plusieurs dons. On peut donc supposer que la noblesse locale reste encore attachée à la bienfaisance et au secours.
- Un peu plus de 45 % des donateurs sont des femmes, ce qui correspond peu ou prou à la moyenne nationale de 49,7 % établie par Jean-Luc Marais. Les femmes se caractérisent par des libéralités empreintes de religiosité à travers de très fréquentes fondations de messes. La série 4 O est une des rares sources faisant mention des femmes dans la vie sociale ; on y retrouve la figure de « la femme charitable » que l'on pourrait rapprocher de celle de « la dame patronnesse » perçue à travers d'autres sources. Cette forte représentation féminine, qui n'a rien d'étonnant ici, pose problème lors du recoupement des données dans un tableau prosopographique accordant une très large place à la gent masculine.

Les dons se font généralement en argent, avec un montant très variable, allant de quelques francs à plus de 50 000 francs<sup>10</sup>. Près de 42 % des dons recensés dans la masse du registre sont inférieurs à 200 francs<sup>11</sup> et parmi les 58 % de dons supérieurs à 200 francs, 65 % dépassent 1 000 francs.



*Répartition des dons à partir d'un échantillonnage de 100 personnes  
(échantillon de 2 x 50 personnes)*

Ce sont avant tout les institutions d'aides et de secours aux indigents (bureaux de bienfaisance et hospices) ainsi que les fabriques paroissiales qui en profitent. C'est un don traditionnel répondant à une structure traditionnelle, ce qui tend à montrer l'attachement aux principes religieux, comme l'aumône, et peut-être également une « habitude religieuse ». Dès lors, peut-on établir une différenciation entre la bienfaisance publique, proche de l'assistance laïque, et la charité relevant de la religion ?



*Répartition des bénéficiaires des dons  
(calcul établi à partir de la totalité des cotes relevées)*

10. Il faut souligner la permanence de quelques libéralités en nature (blé ou vin principalement).

11. Ce pourcentage est bien inférieur à la moyenne nationale : Jean-Luc Marais démontre que le don inférieur à 300 francs chute de 13,3 % à 4,2 % entre 1800 et 1939 (*ibid.*, p. 277). Le travail de recherche réalisé jusqu'à présent n'a pas pris en compte les évolutions chronologiques et l'éventuelle « érosion » qu'a pu connaître le « petit » don.

12. A. N. F15 45/47 : le classement se fait par année et par département.

13. Il existe aussi aux Archives nationales les *Annuaire statistiques* dès 1878 puis la *Statistique des institutions d'assistance* (1899-1945).

14. La fabrique est une structure ancienne institutionnalisée après le concile de Trente. Elle assure la gestion des biens de la paroisse, fait les comptes et vote le budget. Elle réunit à la fois le prêtre responsable de la cure, mais aussi le maire ou l'instituteur membres d'office. Ils sont entourés d'habitants de la commune, élus. Cette gestion bicéphale entre religieux et laïcs vise une meilleure gestion du temporel de l'Église.

Cette source sert de fondement et pose le problème d'une équation entre libéralités et bienfaisance. On peut tout d'abord objecter que la bienfaisance reste un concept assez vague et qu'elle ne distingue pas la charité, relevant de la sphère religieuse et du sentiment, de la philanthropie détachée des finalités religieuses. On peut néanmoins rectifier cette lacune en prenant en compte le bénéficiaire des dons et en soulignant la coexistence, peut-être la rivalité, entre un don « indifférent » au bureau de bienfaisance et un don religieux, engagé, aux fabriques paroissiales (pour des fondations notamment). Ce type de documentation soulève de multiples questions comme la différence entre le geste de donner et de léguer. Pourquoi donner : par « haine de la famille » ou, au contraire, pour consacrer une notoriété sociale établie du vivant ?

Le traitement régional peut être complété par une approche nationale en consultant des sources telles que la *Statistique de la charité légale de l'an IX au 1<sup>er</sup> janvier 1846*<sup>12</sup>, ou encore les séries de la *Statistique générale de France* pour la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>13</sup>. Il est donc indispensable de critiquer constamment ce matériau fondamental qui doit être croisé avec d'autres sources : en effet, il serait sans doute réducteur de croire que les catholiques ont l'apanage de la bienfaisance.

### ***Croiser les sources : fabriciens et philanthropes, qui sont les notables catholiques ?***

Plusieurs axes de recherche ont été ouverts : des sources aussi différentes que les séries des Cultes (V) ou de l'« Assistance et Prévoyance » (série X) ont dû être envisagées. En effet, le sujet ne porte pas sur l'ensemble des catholiques du diocèse de Clermont-Ferrand mais sur les élites. Dès lors, il faut relire la première source à partir de la série des Cultes (série V). Les fabriques<sup>14</sup> avec leur composition, leurs budgets sont un trésor d'informations à exploiter, car on peut postuler que les catholiques les plus fervents et engagés socialement animent ces conseils, et cela de façon plus visible dans les fabriques des paroisses les plus réputées. Cette approche devrait donc permettre de vérifier si

les bienfaiteurs correspondent aux fabriciens, ce qui témoignerait non seulement d'un sentiment religieux (ou humaniste) marqué, mais également d'un investissement dans la vie religieuse et sociale.

Le budget de fabrique révèle la composition du conseil<sup>15</sup>. Le traitement a été difficile : les formulaires sont souvent lacunaires car les noms ne sont pas toujours inscrits, ou bien sont illisibles ; assez souvent encore, il faut déchiffrer la signature du fabricant ce qui constitue un exercice hasardeux. Il a également fallu prendre en compte la discontinuité des sources. Ainsi, un dépouillement systématique a été réalisé pour les années 1820-1830. Vingt fabriques ont été traitées, principalement dans l'archiprêtré de Clermont-Ferrand. Quant à la fin du siècle, l'approche a été plus aisée car la composition des conseils de fabrique est le plus souvent complète et lisible. Un sondage a été réalisé sur la période 1890-1905 sur trente fabriques, choisies en fonction de leur renommée et de leur localisation (espace très rural ou urbain). On note certaines personnalités, la continuité de quelques noms sur plusieurs décennies, ce qui suppose une transmission familiale de la fonction et accrédirait l'idée d'un phénomène de reproduction sociale. Les personnalités rencontrées avaient déjà été remarquées dans la série des « Dons et Legs » comme Blatin, Chabrol fils, Chassaing<sup>16</sup>, Pélissier de Féligonde, du Ranquet, de Guérin<sup>17</sup> ou encore Chassagne, Rochette de Lempdes, Burin-Desroziers<sup>18</sup>.

Le défaut principal de cette approche est de se focaliser sur Clermont-Ferrand. Un sondage réalisé dans les listes de nomination des fabriciens sur la période 1803-1904 a permis de saisir le jeu de propositions de candidats faites entre le préfet et l'évêque. À chaque nouvelle candidature, une enquête sur la profession, les revenus, l'engagement du « citoyen-fidèle » et enfin sur sa moralité était réalisée<sup>19</sup>. On apprend ainsi que les candidats pour la paroisse de Saint-Amable en 1826 sont essentiellement de grands propriétaires, lorsque « la terre demeure source majeure de prestige social »<sup>20</sup>. Le qualificatif de propriétaire est en outre « souvent à l'appréciation subjective du scribe, mais de plus en plus, il constitue un terme très général qui va du petit propriétaire agricole cultivant ses terres au grand propriétaire terrien ou foncier »<sup>21</sup>. Ces hommes choisis parmi les notables de la commune sont respectés. Mais là encore, les sources sont

15. Arch. dép. du Puy-de-Dôme, 5V 2-8, exercices 1807-1892 ; 5V 9-37, exercices 1894-1907.

16. *Ibid.*, 5V 7, Budget de fabrique de la cathédrale de Clermont-Ferrand, 1846.

17. *Ibid.*, 5V 8, Budget de fabrique de Saint-Genès-les-Carmes, 1845.

18. *Ibid.*, 5V 16, Budget de la fabrique Saint-Pierre-les-Minimes, 1898.

19. *Ibid.*, 5V 46-56, Personnel et nominations des fabriciens (1803-1904).

20. Maurice AGULHON (dir.), *Les Maires en France du Consulat à nos jours*, Presses de la Sorbonne, Paris, 1986, p. 317.

21. Sylvie GUILLAUME, *Députés et sénateurs de l'Aquitaine sous la III<sup>e</sup> République*, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1996, p. 83.



22. Louis BERGERON et Guy CHAUSSINAND-NOGARET, *Les Masses de granit. Cent mille notables du Premier Empire*, É.H.É.S.S., Paris, 1979.

23. Arch. dép. du Puy-de-Dôme, X 0454, Établissements de bienfaisance, personnels (1820-1853).

24. *Ibid.*, X 01026, État du renouvellement des administrations des hospices et bureaux de bienfaisance, pour l'année 1812.

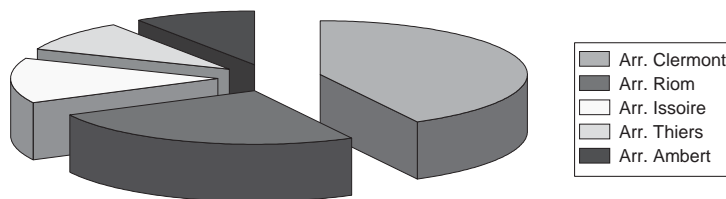
25. *Ibid.*, M 1290-1291, État des plus forts contribuables du département 1819-1820. Déjà sous Napoléon, des listes de notabilité étaient établies.

critiquables : en effet, on trouve assez fréquemment mentions de « notables » ; or la notabilité n'a sans doute ni le même sens, ni surtout la même valeur à l'échelle nationale, régionale, communale, voire individuelle. Peut-on prendre en compte la seule notabilité fondée sur l'argent ? Sans doute pas, car si l'argent est un des critères de définition, il reste relatif dans un département où les « masses de granit »<sup>22</sup> ne sont pas légion et où la respectabilité et l'engagement social jouent un rôle tout aussi prépondérant.

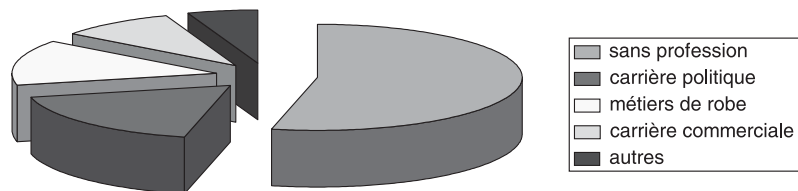
Dans ce souci de constitution d'un corpus de sources diversifié, la consultation de la série X « Assistance et Prévoyance » a complété la documentation évoquée. Un sondage a été réalisé parmi les administrateurs des bureaux de bienfaisance de Clermont-Ferrand, Riom, Issoire, Thiers et Ambert dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il révèle une centaine de noms, dont certains ont déjà été rencontrés<sup>23</sup>. Comme lors des renouvellements de conseils de fabrique, on peut travailler sur les renouvellements des administrateurs des hospices, des bureaux de bienfaisance. Un échantillon à partir des principales villes du département met en valeur la profession ainsi que la fortune du candidat pressenti ; on peut ainsi lire « Chamerlat père, 58 ans, conseiller à la cour impériale, 200 000 francs de revenus »<sup>24</sup>.

Enfin, les changements de sources et d'échelle appelaient la consultation de certaines cotes de la série M (Administration) comme les registres censitaires. La fortune personnelle est déterminante pour participer à la vie politique, en tant qu'électeur ou bien en tant que candidat dans le cadre d'un suffrage censitaire. Dès la Restauration, les premiers « états des contribuables du département » apparaissent<sup>25</sup> sous la forme d'un classement et font mention des 300 personnes constituant le collège électoral du Puy-de-Dôme. Les fortunes s'échelonnent de 6 000 francs à 900 francs. On rencontre des hommes déjà connus tels que Gabriel de Chardin, demeurant à Riom (4 288 francs, 5<sup>e</sup> fortune du département), Anet Amable Touttée, conseiller à Riom (2 374 francs, 33<sup>e</sup> fortune du département) ou encore Michel de Féligonde en 84<sup>e</sup> place (1 678 francs). La répartition géographique révèle, sans surprise, que les premiers contribuables habitent les arrondissements de Clermont-Ferrand et de Riom. Les fortunes foncières dominent dans un département encore très

rural en 1820 : la terre assure le capital et un certain prestige ; cependant le terme de « propriétaire » semble être « un mot à la mode, le titre par excellence ; mais il ne renseigne pas sur l'état social réel de ceux qui s'en parent »<sup>26</sup>.



*Répartition géographique des électeurs en 1820-1821*



*Répartition des contribuables par profession (1820-1821), établie à partir de la liste du collège électoral du département<sup>27</sup>*

À partir de la Seconde République, la documentation devient plus lacunaire : le revenu n'est plus indiqué systématiquement ce qui complexifie la recherche et brouille les pistes. Il est difficile d'infirmar l'hypothèse d'un renouvellement des élites au cours du siècle. Ce type de source a donc des limites. Force est de s'en tenir à la constatation de Marc Dousse : « [...] les descendants des familles de notre liste de 1828 ont presque tous gardé une réelle importance sociale jusque vers 1914 »<sup>28</sup>.

Des divers documents précédemment évoqués, on peut tirer une première conclusion : un corpus de sources a dû être construit, il a été évalué, puis hiérarchisé et critiqué. Le chercheur rencontre des difficultés matérielles très concrètes (lisibilité, lacunes des séries), d'autres plus

26. Marc DOUSSE, « Les électeurs censitaires et la fortune privée dans le Puy-de-Dôme en 1828 », *Revue d'Auvergne*, n°52, 1938, p. 60.

27. Arch. dép. du Puy-de-Dôme, M1291. Les électeurs « sans profession » vivent de leur rente et de leur patrimoine. On retrouve l'assise foncière et financière qui sont les conditions nécessaires pour appartenir à la notabilité et faire partie d'une élite fortunée. 17,7 % occupent une fonction politique (maire, conseiller général, sous-préfet, préfet, député ou pair de France). Enfin, 13,65 % appartiennent aux « métiers de robe » (domaines du droit et de la justice), particulièrement représentés à la cour du tribunal de Riom. 1,6 % d'entre eux ont obtenu une distinction honorifique en 1820 (ordre de la Chevalerie de Saint-Louis principalement).

28. M. DOUSSE, « Les électeurs [...] », p. 66.

techniques (échantillonnage par exemple). On ne cherche souvent que ce qu'on connaît, ou plus exactement ce qu'on pressent : or, on se retrouve fréquemment confronté à une fausse évidence. La critique des sources est permanente. C'est à partir de ces esquisses qu'a pu être dressé un premier tableau prosopographique dont voici un extrait :

Nom période	Résidence	Profession Revenus	Fonctions fabriennes	Fonctions associatives	Libéralités	Fonctions politiques
De Barante Prosper Début XIX <sup>e</sup> s.	Dorat	Propriétaire 40 000 francs	Inconnues	Inconnues	Dons (de son épouse)	Préfet, Sénateur Chevalier de la Légion d'honneur
Bernard B.-M. (fils) Début XIX <sup>e</sup> s.	Ambert	Avocat 220 francs	Fabrien (1846)	Administrateur du bureau de bienfaisance d'Ambert (1843)	Inconnues	Maire d'Ambert, Conseiller d'arrondissement Conseiller général
Burin-Desroziers Joseph-Marie Début XIX <sup>e</sup> s.	La Tour- d'Auvergne	Propriétaire 1 463 francs (1820)	Fabrien	Inconnues	Inconnues	Inconnues
Burin-Desroziers Marcelin Mi XIX <sup>e</sup> s.	Champeix	Propriétaire	Inconnues	Inconnues	Inconnues	Conseiller à la cour impériale, Conseiller général Chevalier de la Légion d'honneur
Burin-Desroziers Octave Fin XIX <sup>e</sup> s.	Moulins	Avocat	Fabrien à Saint-Pierre- les-Minimes (Clermont)	Inconnues	Dons	Conseiller général (1871-1886)
De Chardon Claude- Antoine Début XIX <sup>e</sup> s.	Riom	Propriétaire 3 777 francs (1820)	Inconnues	Administrateur du bureau de bienfaisance de Riom et des hospices	Dons (de son épouse)	Inconnues
De Féligonde Michel- Claude Début XIX <sup>e</sup> s.	Clermont- Ferrand	Propriétaire 1 678 francs (1820)	Inconnues	Administrateur des hospices (1806)	Dons	Inconnues
De Féligonde Henri Mi XIX <sup>e</sup> s.	Clermont- Ferrand	Inconnues	Président de fabrique	Inconnues	Inconnues	Inconnues
De La Verchère Jean- Pierre-Roland Mi XIX <sup>e</sup> s.	Clermont- Ferrand	Ancien secrétaire général	Inconnues	Administrateur du bureau de bienfaisance de Clermont (1843)	Fondations	Inconnues

Lenègre Jean-Baptiste Fin XIX <sup>e</sup> s.	Besse	Propriétaire	Président de fabrique	Inconnues	Inconnues	Conseiller municipal, conseiller d'arrondissement « réactionnaire »
Martha Beker Félix Début XIX <sup>e</sup> s.	Aubiat	Propriétaire  Ingénieur des mines	Inconnues	Inconnues	Dons	Président conseil général (1851-1871) Maire d'Aubiat « orléaniste modéré très influent »
Tardif Fin XIX <sup>e</sup> s.	Randan	Auditeur du conseil d'Etat	Président de fabrique	Cercle riomois	Inconnues	Inconnues
Touttée Début XIX <sup>e</sup> s.	Riom	Substitut du procureur général impérial	Inconnues	Administrateur du bureau de bienfaisance (an XIII-1813)	Inconnues	Inconnues
Touttée Annet-Amable Fin XIX <sup>e</sup> s.	Riom	2 374 francs (1820)	Inconnues	Cercle du barreau de Riom	Inconnues	Conseiller

Cette sommaire première prosopographie ne demande qu'à être approfondie à partir des sources déjà inventoriées qui pourraient être creusées en se focalisant sur certaines personnalités. Elle peut également être complétée à partir de sources « annexes » complémentaires.

### Les sources complémentaires

Si par élites, il faut entendre fortune, reconnaissance socio-professionnelle et donc « visibilité sociale », il devrait être possible de retrouver les personnalités locales récurrentes sur la scène religieuse, associative, politique. Il s'agit dès lors de compléter la recherche, d'affiner la lecture en glanant des renseignements sur certains notables déjà évoqués. Pour cette seconde lecture, des sources telles que les Archives communales, la presse ou encore les écrits du XIX<sup>e</sup> siècle ont été consultées, critiquées et réévaluées.

29. Arch. comm. de  
Clermont-Ferrand, 5K1 3,  
5K1 4.

30. *Ibid.*, 5K1 7-9-10.

31. Arch. comm. de Riom,  
1P.

32. *Ibid.*, 2R.

33. *Idem.*

34. *Idem.*

### *Les Archives communales : d'espoirs en désillusions*

Pour des raisons pratiques, l'étude ne porte que sur les chefs lieux d'arrondissement du département. Une manne d'informations a été recueillie aux Archives communales de Clermont-Ferrand. Les sources sont variées et permettent d'entrer dans la sphère des « élites catholiques » aussi bien par le biais de la politique (élections et personnels politiques de la série K) que par le biais de la philanthropie (série Q) ou encore par l'enseignement et l'action culturelle (série R). Ce qui paraît de prime abord le plus intéressant, c'est la liste de cérémonies publiques organisées à Clermont-Ferrand : un certain nombre de documents pourraient apporter un éclairage nouveau comme les fêtes du roi sous la Restauration et la monarchie de Juillet<sup>29</sup> ; puis les fêtes de l'empereur ou les cérémonies religieuses officielles<sup>30</sup> (*Te Deum* notamment) peuvent informer sur la « visibilité sociale » de certaines personnalités.

Les archives déposées à Riom se sont avérées prometteuses. Sachant que la religion y était particulièrement bien implantée, que les cercles faisaient preuve de dynamisme, j'espérais rencontrer un certain nombre de documents relatifs à la notabilité riomoise et prouvant son attachement à l'Église au XIX<sup>e</sup> siècle. Plusieurs références concernant les associations ont été relevées. Les listes des membres fondateurs du cercle catholique<sup>31</sup>, du cercle du barreau (1853-1875)<sup>32</sup>, du cercle du commerce (1875-1882)<sup>33</sup> ou encore du cercle riomois (1887)<sup>34</sup> ont apporté des indications sur l'état civil des participants et sur leur profession comme par exemple : Salneuve, sénateur ; Laville, député ; Allary, premier président ; Bezz, procureur général ; Tardif, auditeur du conseil d'État ; Girard, maire de Riom ; Gorce, avoué ou Lebon, professeur. Cette liste fournit des indications sur un certain type d'élite, s'investissant dans un cercle reconnu d'une ville de province réputée. 65,8 % des membres ont déjà été rencontrés et pourraient faire partie des élites catholiques du département. À travers la fréquentation de cercles et de sociétés comme la « Société des Amis de la paix », « les Amis de l'Université » ou même l'Académie des sciences, belles-lettres et arts, c'est une sociabilité spécifique qui est entretenue. Ce sont des groupes fermés auxquels on accède par cooptation :

« Il n'est pas possible de décrire le cercle sans percevoir le rôle politique informel mais réel qu'il joue [...]. Le cercle [...] fonctionne souvent comme un lieu de direction de la communauté, entendons comme lieu de discussion de problèmes locaux et communaux »<sup>35</sup>. Les informations sont en revanche beaucoup plus lacunaires sur le début du XIX<sup>e</sup> siècle : seule la série R (Instruction publique) remonte plus avant dans le siècle en s'intéressant aux listes d'élèves des écoles des Frères de la Doctrine chrétienne.

Le bilan de cet inventaire communal met en valeur différents problèmes. Tout d'abord, l'historien se heurte à des sources indisponibles comme aux archives d'Issoire, d'Ambert et de Thiers qui n'ont pas encore d'inventaire. Ces lacunes sont parfois d'importance comme à Thiers où l'on pouvait espérer retrouver des notables ayant eu une réelle influence dans la vie associative, politique et même culturelle du département comme la famille de Barante. De plus, la cité devenue ouvrière, ou du moins proto-ouvrière, aurait apporté un nouvel éclairage sur la place du catholicisme dans cette population spécifique et sur l'action des « grands ». Des sources très lacunaires s'avèrent donc problématiques, au même titre que celles qui paraissent *a priori* intéressantes mais qui se révèlent inutilisables lors du dépouillement (sources hors du sujet traité par exemple), ou au contraire presque trop riches pour un début de recherche. Ce type de documentation, comme les cérémonies officielles, n'est utilisable qu'après avoir constitué un corpus de documents plus solide.

Les archives communales sont difficiles à aborder puis à manier car elles apportent un regard très précis, voire trop précis au stade de l'inventaire. Ces sources sont pourtant incontournables dans une étude régionale mais doivent être juxtaposées à d'autres.

### ***La presse régionale***

Les Archives départementales du Puy-de-Dôme mettent à disposition la presse régionale dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque la presse est encore soumise aux autorisations et que « les ciseaux d'Anastase » œuvrent fréquemment ! On peut cependant espérer reconnaître les grands

35. Maurice AGULHON, *Les Associations au village*, 1981, p. 28, cité par France-line Beybot : *Les Conseillers généraux du Puy-de-Dôme de 1898 à 1914*, mémoire de maîtrise, Clermont-Ferrand, 1998.

36. Arch. dép. du Puy-de-Dôme, *La Gazette d'Auvergne* (1836, 1842 : 5 BIB 9/1), (1872 : 5 BIB 11/1), (1888 : 5 BIB 11/17). *L'Album de Thiers*, (1839 : 8 BIB 294/1) ; *L'Ami de la Charte* (1842 : 5 BIB 13/1) ; *L'Ami de la Patrie* (1853 : 8 BIB 605/10) ; *Le Moniteur du Puy-de-Dôme* (1856 : 4 Mi 63) ; *Le Moniteur du Puy de Dôme du dimanche* (1872-1875 : 8 BIB 709) ; *L'Indépendant du Centre* (1868 : 5 BIB 16/1) ; *L'Ami de l'Ordre* (1872 : 5 BIB 8/1 ; 1873 : 5 BIB 8/2) ; *Le Journal du Puy-de-Dôme*, « organe conservateur des départements du Centre » (1874 : 5 BIB 7/1) ; *Ambert Républicain* (1901 : 8 BIB 986/1-4).

37. *Ibid.*, *La Gazette d'Auvergne* a été sondée sur les années 1836 et 1842 (années de fondation et derniers mois du journal, 5 BIB 9/1), en 1872 (5 BIB 11/1) lors de sa réapparition et enfin en 1888 (5 BIB 11/17).

38. Patrice CAILLOT, *Puy-de-Dôme* (volume 63) dans J.-C. POITELON (dir.), *Bibliographie de la presse*

*française politique, d'information générale, des origines à 1944*, Bibliothèque nationale, Paris, 1992.

39. Arch. dép. du Puy-de-Dôme, 5 BIB 9/1-5 (1836-1843) et 5 BIB 11/1-17 (1872-1888). Le journal devient à partir de 1889 *L'Avenir du Puy-de-Dôme*.

40. *Ibid.*, 5BIB 9/1, 17 septembre 1836, « souscription Berryer ». Des comités locaux sont créés.

acteurs du département à travers la vie politique (élections) ou culturelle (remise de prix dans les écoles, bals de bienfaisance ou cercles charitables, conférences, etc.). La presse, néanmoins, est difficile à manipuler dans le cadre de cette réflexion étant donné la densité des publications.

Chronologiquement, le premier journal rencontré est le *Journal du Puy-de-Dôme* qui paraît de 1805 à 1819. Plusieurs questions d'ordre pratique et méthodologique se posent : démêler dates de publication et dates disponibles à l'archivage, puis « saisir » la tendance du journal, ce qui implique sa consultation. Celle-ci doit être à la fois rapide tout en étant pertinente. Un numéro ne suffisant souvent pas à se faire une idée de la ligne éditoriale, il faut procéder par échantillonnage<sup>36</sup>. Comment alors le construire ? Pour chaque publication, j'ai préféré m'intéresser aux tout premiers numéros souvent riches en informations sur le parti pris (ou non) du journal, puis aux grandes « dates » du siècle (élections, guerres, grands débats par exemple)<sup>37</sup>. Même en suivant ce protocole, il a été souvent difficile de saisir la continuité des publications qui apparaissent, disparaissent, renaissent en changeant de nom et de forme. Afin que ce sondage soit le plus concluant possible, l'utilisation d'un guide de recherche : la *Bibliographie de la presse française politique, d'information générale, des origines à 1944* s'est avérée indispensable<sup>38</sup>. Cet ouvrage a été une véritable boussole pour ne pas se perdre dans l'écheveau de la presse.

Par exemple, le *Journal du Puy-de-Dôme*, qui paraît dès 1805, est à ses débuts une émanation du pouvoir préfectoral avant de devenir royaliste, puis légitimiste. Il disparaît en 1819, réapparaît en 1830 sous le titre de la *Gazette d'Auvergne*<sup>39</sup>, porte parole des « ultras » et du parti cléricale du Puy-de-Dôme sous la Restauration. Les sondages réalisés ont parfois été heureux. Ainsi, en 1836, *La Gazette d'Auvergne* lance une « souscription Berryer ». La composition des comités locaux, comme à Clermont-Ferrand, fait réapparaître des noms connus tels Féligonde, ancien député<sup>40</sup>. Le journal relate abondamment les concerts et les loteries

au bénéfice des indigents organisés par les bureaux de bienfaisance, les soirées récréatives comme à la conférence de Saint-Pierre-les-Minimes à Clermont-Ferrand où, pour les deux cents membres, « la fraternité n'est pas un mot de parade »<sup>41</sup> ; ainsi que les installations des Frères des Écoles chrétiennes. On trouve également de la publicité pour de la littérature religieuse<sup>42</sup> ou pour les revues de l'Institut catholique<sup>43</sup>.

À partir des années 1880, la presse régionale, sans s'engager pleinement dans les affrontements entre cléricaux et anticléricaux qui font alors rage en France, retranscrit cependant l'atmosphère de l'époque et l'exaspération des passions entre les tenants d'une Église active dans la société (enseignement par exemple) et, au contraire, ceux qui tendent vers une religion intériorisée relevant de plus en plus de la sphère intime. On trouve alors des articles, parfois très polémiques, où sont mentionnées des personnalités catholiques à l'occasion d'événements publics tels que le bal de bienfaisance de Riom où 3 400 francs sont réunis pour les indigents de la commune<sup>44</sup>. D'autres révèlent la composition du comité de l'œuvre des Écoles chrétiennes libres du diocèse de Clermont-Ferrand, où l'on remarque des catholiques connus tels que de Féligonde, Teilhard, Basse, accompagnés de Chalus, Teyras de Grandval, ou de Chazelles (conseiller général)<sup>45</sup>.

La presse constitue une source riche et diversifiée qu'il faut évaluer, hiérarchiser. Procéder à un sondage est indispensable par exemple, mais celui-ci est inévitablement partiel : il éclaire certaines données mais en laisse d'autres dans l'ombre, parfois même, il n'est que peu efficient. La recherche devrait-elle donc se résoudre à tendre à l'exhaustivité ?

### **Brosser des portraits : l'exemple de la famille de Barante**

Dans le cadre de cette recherche, les « ouvrages à valeur de source » occupent une place particulière qui prend son sens à travers le portrait de quelques personnalités du Puy-de-Dôme. Par « ouvrages à valeur de sources », on peut entendre aussi bien les études historiques, biographiques ou même généalogiques d'un lettré du XIX<sup>e</sup> siècle que les

41. *Ibid.*, BIB1/9, *La Gazette d'Auvergne*, 12 février 1888.

42. Arch. dép. du Puy-de-Dôme, 5BIB 9/1, *id.*, 12 février 1842, M. de Genoude (dir.), *Bibliothèque chrétienne du XIX<sup>e</sup> siècle*.

43. *Ibid.*, 22 janvier 1842.

44. *Ibid.*, 8 BIB 256, *La Croix d'Auvergne*, 21 février 1897.

45. *Ibid.*, 2BIB 351, *La Semaine religieuse*, 23 septembre 1893. On retrouve aussi les noms suivants : Vète de Chérissy, de Lacombe (ancien député), de Lamarque, le comte de Pyrent de la Prade (ancien conseiller général), le colonel Poupon, Pourcher, Rougane, Saralier de Bénac.



46. Paul NOURRISSON, « Le baron Claude de Barante », *Bulletin de l'Auvergne*, Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand, Clermont-Ferrand, 1926, p. 129-134.

47. BMIU de Clermont-Ferrand, cote A 35 927 (Fonds Patrimoine), Amable Guillaume Prosper de Barante, *Notes généalogiques et biographiques sur la famille des Brugière de Barante (1534-1936), des Brugière de la Verchère et des Brugière de Mons*, Paris, 1936. L'ouvrage rassemble les arbres généalogiques et résume les différentes alliances familiales.

48. *Ibid.*, p. 1.

commentaires d'un de ses confrères. Ce type de source est problématique : il apporte en effet un regard très précis sur une famille que l'on arrive à cerner assez précisément, mais on peut lui reprocher un côté hagiographique réel ou supposé.



Claude de Barante<sup>46</sup>

La famille de Barante est sans doute une des mieux connues dans le département. Ambroise Tardieu dans le *Dictionnaire des anciennes familles d'Auvergne* retrace la généalogie de cette famille. Originaire de Thiers, elle s'est tournée vers les métiers de robe. Le premier membre illustre est Amable Guillaume Prosper de Barante (1782-1866), préfet puis député et maire, connu pour ses nombreux écrits. Il rédige une série de *Notes généalogiques et biographiques*<sup>47</sup> à partir des archives familiales et notariées de Thiers, Riom et Paris et enfin des registres de catholicité. Dès l'introduction, l'auteur rappelle que sa famille, d'origine modeste, s'est « élevée par le travail, de la vie pastorale à l'artisanat, puis à des échevinages et consulats répétés à Thiers [...] pour acquérir bientôt des charges de magistrature et aboutir au XIX<sup>e</sup> siècle à la notoriété publique en occupant dans l'État des hautes fonctions administratives, parlementaires et diplomatiques et en jouant un certain rôle dans la littérature »<sup>48</sup>. Cette généalogie a le mérite de retracer l'ascension sociale d'une famille de

propriétaires fonciers du Puy-de-Dôme, influente sous l'Empire puis sous la Restauration, au titre de pair de France. Les descendants s'investissent dans la vie politique du Second Empire au côté des orléanistes tout en prenant part au développement des grandes compagnies de chemin de fer, des sociétés des Salins du Midi ou encore des Sociétés des mines (Pontgibaud). À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, cette famille s'engage dans le champ de la prévoyance associative en créant des compagnies d'assurance ou en encourageant les premières sociétés de secours mutuels dans la région de Thiers. Quant à la formation et à l'éducation, elles semblent pétries de « bonne morale chrétienne » et se font dans les collèges militaires ou les couvents. Les alliances se nouent avec des familles tout aussi « respectables » comme en témoigne le mariage d'Amable Guillaume Prosper avec Césarine de Houdetot, fille de gouverneur élevée au couvent. Cette « dame du logis est toujours docilement, toujours gentiment fermière en attendant d'être ambassadrice ; elle est surtout épouse, mère, aumônière aux pauvres, sans cesse hospitalière aux chers éloignés ». Elle vit en chrétienne accomplie : « Tout est sujet d'apostolat : la communion fréquente prêchée par son mari, chrétien solide mais d'hérédité janséniste et de tendances philosophiques »<sup>49</sup>. C'est au cours de ses entretiens avec l'abbé Dupanloup qu'elle découvre sa vocation de fondatrice de la congrégation du Saint-Sauveur et rédige la préface à *La Doctrine divine enseignée par Dieu le Père à Sainte Catherine de Sienne*<sup>50</sup>. Elle écrit des livres « à l'usage des jeunes paysannes » et d'autres ouvrages pieux comme des « prières en famille ».

À travers ce « portrait de famille », on retrouve fortune, carrière politique, reconnaissance sociale fondée sur la bienfaisance et les lettres faisant l'élite. Mais ce sont surtout les hommages rendus aux obsèques qui prouvent son appartenance à l'élite catholique : en 1866, à la mort d'Amable Guillaume Prosper de Barante, plus de 8 000 personnes auraient assisté aux funérailles de cet homme public, acteur politique et « philosophe chrétien ». Quant à l'homme privé, on sait de lui que « son unique préoccupation fut de faire le bien, d'employer sa haute influence au service de ceux qui avaient su mériter son estime »<sup>51</sup>. Le président de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand rend

49. *Ibid.*, cote A 32 356 (Fonds Patrimoine), Albert OJARDIAS, « Césarine de Houdetot, baronne de Barante », *Journal des Débats*, Paris, 1910, 10 pages.

50. *Ibid.*, cote A 41 713 (Fonds Patrimoine), Madame la baronne DE BARANTE, née d'Houdetot, *La Doctrine divine enseignée par Dieu le Père à Sainte Catherine de Sienne (extraits)*, Librairie catholique, 3<sup>e</sup> édition, Clermont-Ferrand, 1890, 313 pages.

51. Alexandre DUMAS et François GUIZOT, *Obsèques de Monsieur le baron de Barante*, célébrées en 1866, Thiers, s.é., 1866.

52. M.-G. MOULIN, *Notice biographique sur Monsieur le baron de Barante, président d'honneur de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand*, Clermont-Ferrand, s.é., 1867.  
53. Arch. dép. du Puy-de-Dôme, 3 BIB 5511/1 : Fonds spéciaux Pélissier de Féligonde. À compléter par 1J 1621 : papiers de la famille (1729-1946).

hommage à l'académicien disparu, en mettant en exergue sa foi et en le comparant à Blaise Pascal<sup>52</sup> : « Ce qu'il importe de montrer à tous [...], c'est le tableau de ses mœurs et de son caractère, lorsque ce tableau doit être pour ceux qui restent, un utile enseignement et un exemple salutaire ».

L'historien peut brosser un portrait assez précis d'un personnage et même d'une famille. Cependant, il faut souligner les problèmes d'utilisation des sources : dans le cas évoqué, elles sont abondantes et ont le mérite d'émaner de contemporains ou de descendants. La difficulté consiste à être habilement critique, à débusquer les formules convenues et de circonstances qui s'appliquent sans doute au personnage mais qui pourraient s'appliquer à d'autres. Les sources sont donc denses mais délicates à manier : il ne faut tomber ni dans un portrait vaguement hagiographique, ni au contraire dans une excessive méfiance. D'autres sources devraient permettre de trouver un juste milieu comme les fonds spéciaux qui apportent parfois de très utiles compléments, aussi sur la famille Pélissier de Féligonde. L'inventaire a été établi par un des descendants actuels. Il est organisé en plusieurs séries documentaires : état civil ; testaments et succession ; rentes et livres de compte<sup>53</sup>. Cette famille apparaît en outre à travers différentes sources : archives administratives, archives religieuses ou associatives. En effet, ses membres semblent avoir été particulièrement présents sur la scène publique (présence notamment au conseil général ; administration de la légitimiste *Gazette d'Auvergne*) et sur la scène religieuse (conseil de fabrique de Notre-Dame-du-Port), ce qui permet d'affirmer leur appartenance à l'élite catholique au cours du siècle tout en laissant deviner une sociabilité spécifique aux cercles de notables du Puy-de-Dôme.

### Essai de conclusion

Le corpus de sources, s'il essaye d'être diversifié, reste pourtant très perfectible. Constituer un inventaire pose un perpétuel problème d'évaluation et de hiérarchisation car choisir de privilégier telle source n'est-ce pas déjà la critiquer, la juger, quitte à se faire surprendre par de fausses évidences ? Dès lors, il faut réévaluer, repenser la source et/ou l'approche. De nouvelles perspectives sont redessinées *de facto* et

construisent une méthode empirique. Le cas le plus problématique rencontré lors de cet inventaire a été l'approche, puis la formation d'un corpus de sources à partir des séries 4O (Dons et legs) et des séries V (Cultes) déposées aux Archives départementales. Croiser les données recueillies afin de constituer un tableau prosopographique a été particulièrement difficile pour des raisons pratiques (sources lacunaires ou inutilisables), pour des raisons méthodologiques (exploitation des données, choix des critères discriminants comme l'argent, la reconnaissance sociale à travers des distinctions, *etc.*). Les questions soulevées ont eu le mérite de pousser la réflexion à trouver de nouvelles alternatives : sans vouloir enfermer la notion d'élites catholiques dans la sphère sociale de la noblesse, force a été de constater que les sources les plus commodes concernaient la noblesse, plus prolixe ; or, restreindre le champ de recherche à cette catégorie sociale en mutation au cours du XIX<sup>e</sup> siècle risquait d'occulter l'émergence de nouvelles élites, bourgeoises. Toutefois, celles-ci sont encore difficilement perceptibles à travers les sources étudiées. Les critères traditionnels utilisés pour la définition de l'élite devraient alors être revus. Il en est de même pour la définition du sentiment religieux qui est en pleine mutation dans un siècle qui oscille entre restauration religieuse et sécularisation. La religiosité, ostentatoire au début du XIX<sup>e</sup> siècle, devient intime et intériorisée au début du XX<sup>e</sup> siècle. Les alternatives sont pleines de sens car elles invitent à repenser le sujet, à en sentir les failles et donc à reformuler une problématique plus précise. Il n'en reste pas moins un questionnement permanent sur la pertinence du travail effectué, sur sa validité et finalement sur le sens de la recherche. Mais l'intérêt ne réside-t-il pas là finalement : pressentir, très modestement, de « nouveaux problèmes » propres à un espace-temps ? Pour reprendre les propos de Pierre Nora, ce type de sujet peut remettre en perspective histoire régionale et histoire nationale tout en mettant en évidence de « nouveaux objets », c'est-à-dire des comportements peut-être atypiques, des réactions très spécifiques au cadre étudié, ou, au contraire, infirmer ce qui était déjà connu sur la scène nationale<sup>54</sup>. Cette étude a également le mérite de susciter de « nouvelles approches » personnelles cette fois : ce sont les sources, dont l'historien est le plus ou moins heureux tributaire, qui guident, dessinent, redessinent les méandres de son projet.

54. Jacques LE GOFF et Pierre NORA, *Faire de l'Histoire*, tome 1 « Nouveaux problèmes », tome 2 « Nouvelles approches » et tome 3 « Nouveaux objets », Paris, Gallimard, 1974.

